

# INVERSER LA TENDANCE

**PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS  
ET VOIE STRATÉGIQUE POUR  
CONTRE LES BACKLASHS  
ANTI-GENRE DANS LA RÉGION  
EURO-MÉDITERRANÉENNE**





En  
2023 -  
2024,

la région euro-méditerranéenne a été confrontée à d'importants changements politiques qui ont entraîné un recul des progrès vers l'égalité de genre et, dans de nombreux cas, renforcé les inégalités raciales et de genre. Cette régression s'inscrit dans une dynamique plus vaste de recul autoritaire et conservateur au sein des démocraties mondiales, marquée par une offensive stratégique contre le féminisme et la diversité LGBTQIA+. Les réaffirmations des normes patriarcales et des idéologies religieuses menées par l'État ont pris pour cible les mouvements féministes et les communautés LGBTQIA+, les gouvernements utilisant de plus en plus les lois sur la cybercriminalité et les forces de l'ordre pour exercer la censure. Cela s'est traduit par des mesures de répression à l'encontre des défenseuses des droits humains et par la suppression des droits civiques et culturels fondamentaux. Les deux rives de la Méditerranée ont été le théâtre d'attaques à grande échelle contre les droits et la sécurité des personnes LGBTQIA+.

Les backlashes anti-genre, bien qu'inscrits dans un ordre patriarcal mondial, sont profondément façonnés par des inégalités structurelles postcoloniales. Dans le « Nord global », ces reculs prennent souvent la forme de réformes institutionnelles restrictives et de changements législatifs. En revanche, dans le « Sud global », ils sont fréquemment associés à des enjeux de développement, à des conflits et à des guerres, ce qui complique l'identification précise de la dimension genrée de ces attaques. En effet, les droits des femmes y sont souvent intrinsèquement liés à des luttes pour la justice économique et les droits fondamentaux. Malgré ces différentes manifestations, les enjeux sont interconnectés, l'interventionnisme et l'influence géopolitique et économique du Nord exacerbant structurellement les défis et les politiques auxquels le Sud de la Méditerranée est confronté.



**Adopter une perspective régionale et critique pour comprendre les backlashes anti-genre.**

Un backlash d'égalité de genre, selon le point de vue critique, féministe et intersectionnel d'EuroMed Droits, se réfère à toute forme de résistance contre les formes de progrès accomplis vers la réalisation de l'égalité de genre. La perspective régionale d'EuroMed Droits souligne que ces backlashes sont profondément interconnectés, car ils sont enracinés dans des idéologies patriarcales, racistes et capitalistes communes qui dépassent les frontières nationales. Les mouvements mondiaux qui s'opposent à l'égalité des genres adoptent souvent des tactiques, une rhétorique et des alliances politiques similaires, créant ainsi un réseau transnational qui renforce la résistance aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Ainsi, les avancées ou les reculs enregistrés dans un pays ou une région peuvent influencer et inspirer des tendances similaires ailleurs. Par conséquent, la compréhension des backlash anti-genre dans la région euro-méditerranéenne nécessite une perspective globale et critique afin de reconnaître et de relever efficacement ces défis interconnectés.

Ce rapport se base sur une analyse des dynamiques de backlash observées dans la région euro-méditerranéenne entre juillet 2023 et juillet 2024. Pour consulter l'ensemble des sources utilisées dans ce travail, veuillez visiter la Backlash Map d'EuroMed Droits : <https://backlashmap.euromedrights.org/en/>



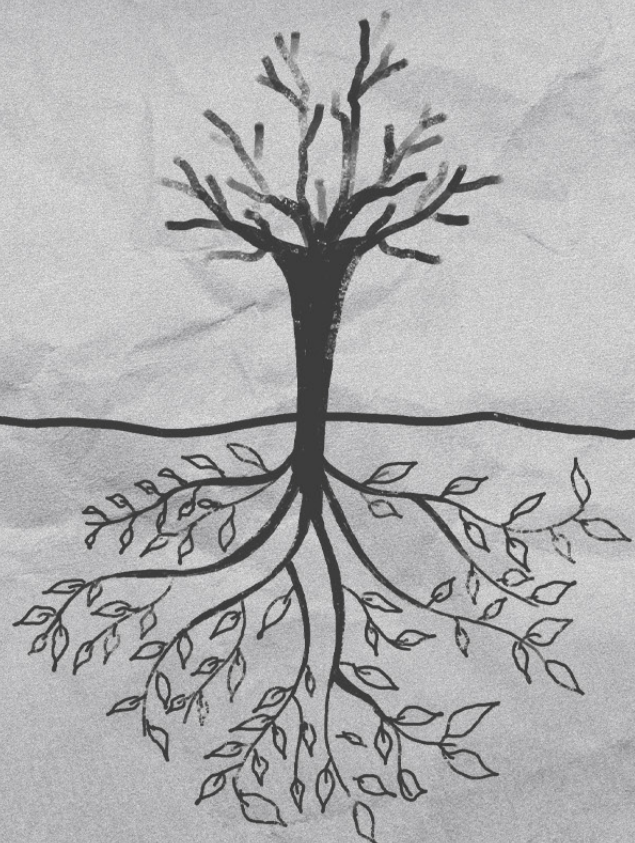
Les sections suivantes donnent un aperçu des principales tendances observées dans le cadre du suivi par EuroMed Droits des backlashes anti-genre de juillet 2023 à juillet 2024.

- p.3 **01.** La montée de l'extrême droite en Europe
- p.4 **02.** Violences sionistes à l'encontre des femmes palestiniennes et des défenseuses des droits humains
- p.6 **03.** Autoritarisme électoral en Turquie et en Tunisie
- p.7 **04.** Résistance aux progrès législatifs
- p.8 **05.** Interventionnisme étatique de contrôle de la natalité
- p.9 **06.** Violence à l'encontre des défenseuses des droits humains
- p.10 **07.** Violence anti-LGBTQIA+
- p.11 **08.** La « laïcité » antimusulmane en France et la Montée du Fémonationalisme en Europe
- p.12 **09.** Contrôle des contenus socioculturels et éducatifs
- p.13 **10.** Violences sexistes commises par les forces de sécurité dans les situations de conflit et au sein des territoires contestés
- p.14 **11.** Trajectoire à suivre

## LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

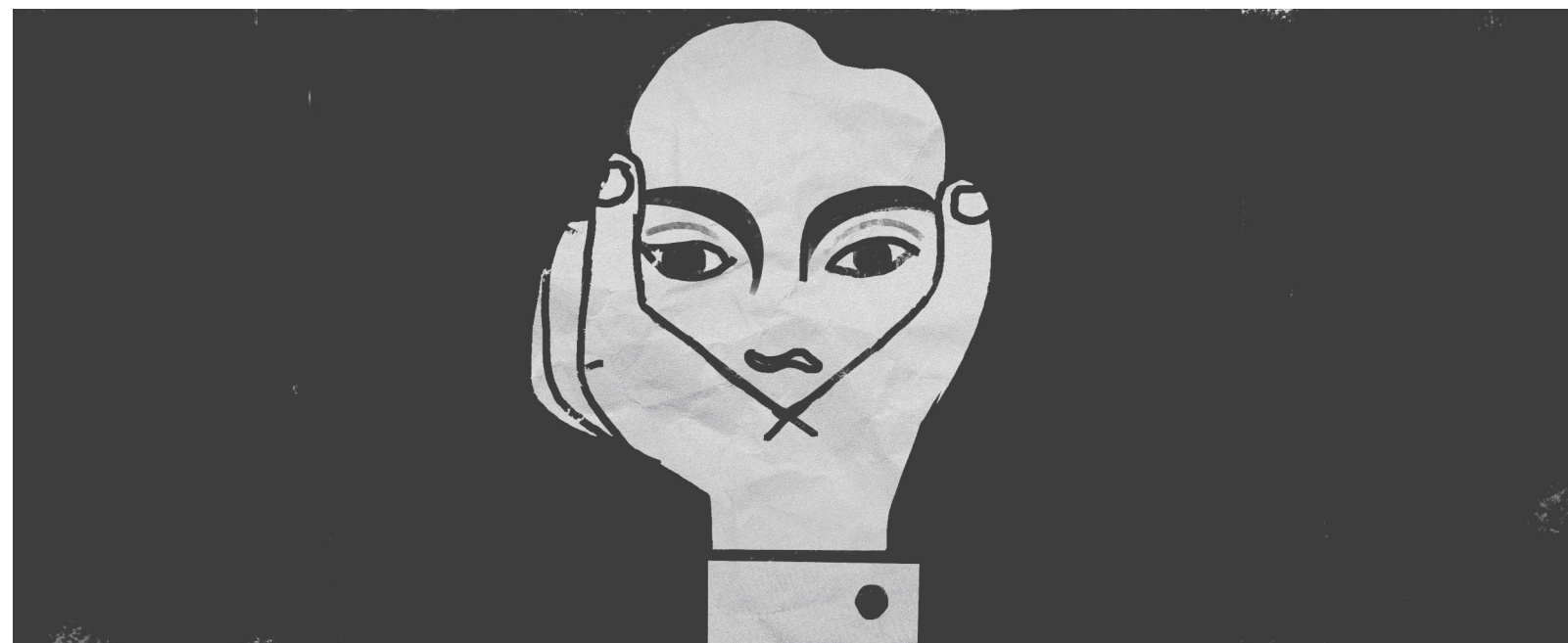
3

En Europe, les mouvements d'extrême droite et ultra-conservateurs ont gagné du terrain au niveau national et régional. La montée en puissance des partis d'extrême droite, en particulier le Rassemblement national en France et Fratelli d'Italia en Italie sous la direction de Giorgia Meloni, leur a permis d'acquérir un pouvoir significatif lors des élections nationales et européennes. Ces partis ont de plus en plus considéré les initiatives en faveur de l'égalité de genre comme des menaces pour les valeurs traditionnelles et l'identité nationale, ce qui a entraîné une résurgence des normes patriarcales et de la rhétorique antiféministe. En Italie, le gouvernement de Meloni a pris des mesures pour restreindre les droits reproductifs et s'opposer aux politiques progressistes en matière de genre, notamment en refusant d'approuver une déclaration promouvant les politiques européennes de soutien aux communautés LGBTQIA+. En France, le Rassemblement national s'est féroceement opposé à l'éducation tenant compte de la dimension de genre et aux droits des personnes LGBTQIA+. La montée en puissance de ces mouvements pourrait orienter la politique étrangère de l'Union européenne dans une direction plus conservatrice, ce qui risquerait de compromettre les initiatives mondiales en faveur de l'égalité de genre et des droits humains.



## VIOLENCES SIONISTES À L'ENCONTRE DES FEMMES PALESTINIENNES ET DES DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS

4



La guerre d'Israël contre Gaza et la multiplication des attaques en Cisjordanie depuis octobre 2023 ont provoqué de graves crises humanitaires aux conséquences dévastatrices à court et à long terme, en particulier pour les femmes palestiniennes. La démolition de maisons, les détentions arbitraires et le retrait forcé des voiles lors de perquisitions invasives ne sont pas seulement des violations des droits humains, mais aussi des tactiques délibérées visant à humilier et à déshumaniser les femmes palestiniennes. L'utilisation systématique de la violence sexuelle et des privations comme outils de guerre renforce encore l'inégalité entre les genres, rendant les conditions de vie déjà difficiles sous l'occupation encore plus invivables pour les femmes et les jeunes filles. Les rapporteurs et rapporteuses des Nations unies ont notamment exprimé leur indignation face aux attaques délibérées, vicieuses et disproportionnées d'Israël contre les femmes, y compris les violences sexuelles et les disparitions forcées présumées.



Cette intersection entre le genre, le militantisme et la violence d'État exige une compréhension nuancée du conflit israélo-palestinien, où la suppression de la voix des femmes est à la fois un symptôme et un outil délibéré d'une dynamique de pouvoir plus large.





Au Liban voisin, l'escalade des hostilités avec des frappes aériennes et des bombardements de plus en plus intensifs par les forces israéliennes depuis septembre 2024 a exposé les femmes et les personnes LGBTQIA+, nationales et réfugiées, à une violence importante et des conséquences genrées. Les destructions et les déplacements causés par la guerre ont restreint leur accès à l'aide humanitaire et aux services essentiels, y compris l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. En octobre 2024, un bombardement israélien a détruit le bureau de FEMALE, un collectif féministe libanais qui offre un soutien essentiel à plus de 600 femmes et filles chaque année. Cet événement souligne le coût genré du conflit, alors que des structures de soutien cruciales pour les groupes vulnérables sont systématiquement démantelées dans un contexte de violence croissante.

Parallèlement, sur les deux rives de la Méditerranée, une stratégie inquiétante visant à intimider et à étouffer les voix des femmes qui défendent les droits des Palestiniens et Palestiniennes a vu le jour. En France, des politiciennes et des militantes telles que Claire Touzard, Mathilde Panot, Rima Hassan et Rania Talala ont fait l'objet de cyber-harcèlement et d'interrogatoires de police pour « apologie du terrorisme ». Au cours des six mois qui ont suivi le 7 octobre, ces affaires se sont multipliées, le parquet de Paris enquêtant actuellement sur 386 affaires liées à la cause palestinienne, contre un total de 500 affaires en 2022. Ce modèle de répression s'est reflété en Égypte, où 16 femmes ont été détenues à la suite d'une manifestation pacifique en solidarité avec les femmes palestiniennes et soudanaises.

Des rapports faisant état de violences sexuelles durant leur détention révèlent l'utilisation probable de la violence policière de genre comme outil pour punir et dissuader les militantes. En Jordanie, Hiba Abu Taha, une journaliste jordanienne, a été condamnée à un an de prison en vertu de la loi controversée du pays sur la cybercriminalité, après avoir publié un rapport d'enquête alléguant l'implication de la Jordanie dans la facilitation du commerce avec Israël pendant le conflit de Gaza. Initialement arrêtée et condamnée à une peine de trois mois, sa peine a été prolongée en appel. Elle a été accusée d'« incitation à la discorde et de diffusion de fausses informations ». L'affaire a suscité des critiques de la part d'organisations internationales de défense des droits humains qui dénoncent le fait que la Jordanie s'en prenne à des journalistes et à des activistes pro-palestinien·n·es.

Cette intersection du genre, de l'activisme et de la violence d'État exige une compréhension nuancée du conflit israélo-palestinien, où la suppression de la voix des femmes est à la fois un symptôme et un outil délibéré d'une dynamique de pouvoir plus large.

## AUTORITARISME ÉLECTORAL EN TURQUIE ET EN TUNISIE

### TURQUIE ET TUNISIE

La Turquie et la Tunisie, autrefois considérées comme des leaders régionaux en matière de droits des femmes, connaissent des régressions significatives sous l'autoritarisme électoral, menaçant l'égalité de genre.

En Turquie, le président Erdoğan et son Parti de la justice et du développement (AKP) érodent la laïcité de l'État en promouvant des politiques qui restreignent les droits des femmes sous couvert de conservatisme religieux. L'insistance d'Erdoğan sur l'augmentation des taux de natalité pousse les femmes à se conformer à des rôles traditionnels. Une nouvelle législation pourrait même les obliger à adopter le nom de famille de leur mari après le mariage, en dépit d'une décision de la Cour constitutionnelle. Son gouvernement utilise également des discours de haine à l'encontre de la communauté LGBTQIA+ pour la marginaliser davantage.

En Tunisie, le coup d'État du président Kais Saïed en 2021 a entraîné un net recul des droits des femmes, son régime s'en prenant aux féministes et arrêtant des militantes et des politiciennes. Un projet de loi proposé en octobre 2023 risque de réprimer la société civile, en particulier les organisations féministes, en imposant un contrôle gouvernemental sur leurs activités et leur financement. Cette répression juridique s'accompagne d'une augmentation des discours de haine, des féminicides et de la marginalisation des femmes, en particulier dans les zones rurales, ainsi que d'un déclin des services de santé. Comme en Turquie, les militantes LGBTQIA+ en Tunisie sont confrontées à une intensification de la répression.

Les incidents récents incluent une augmentation du harcèlement par les forces de police, des arrestations arbitraires et des pratiques d'outing de personnes soupçonnées de relations homosexuelles ou de non-conformité au genre. Les autorités ont amplifié les dénonciations publiques, présentant les droits des personnes LGBTQIA+ comme une menace pour « l'identité tunisienne » et appelant à la surveillance et à la répression de la communauté.

Les deux dirigeants exploitent les politiques anti-genre pour renforcer leur autorité, invoquant la protection des valeurs traditionnelles pour asseoir leur pouvoir. Cette stratégie s'inscrit dans une tendance plus large, où les régimes autoritaires restreignent les droits des femmes afin de consolider leur emprise sur la société.





PROGRESSTOPPED

Dans l'ensemble de la région méditerranéenne, les backlashes anti-genre se sont manifestées par une résistance aux progrès législatifs, reflétant un conservatisme sociétal, religieux et politique de plus en plus marquer.

La France a manifesté une résistance notable à l'intégration des principes féministes dans ses cadres juridiques, s'opposant aux initiatives de l'UE visant à définir le viol comme un acte en l'absence de consentement et refusant un projet de loi instaurant un congé menstruel. Des propositions féministes moins controversées visant à réformer la Moudawana (code de la famille) au Maroc se sont également heurtées à une forte résistance de la part des conservateurs et des groupes d'hommes désireux de préserver les structures patriarcales. Les activistes étant victimes de harcèlement et de menaces.

Au Liban, les efforts visant à décriminaliser les rapports sexuels entre personnes de même sexe se sont heurtés à une forte opposition, ce qui a conduit à une contre-législation visant à renforcer les normes discriminatoires existantes.

À Chypre, la résistance aux droits des personnes LGBTQIA+ se manifeste par le refus du gouvernement de discuter de la légalisation du mariage homosexuel.

Le gouvernement turc tente d'inscrire dans sa constitution une définition hétéronormative de la famille, marginalisant encore davantage les communautés LGBTQIA+.

Au cours de la période observée, les gouvernements européens ont de plus en plus adopté des politiques restrictives et idéologiques visant à limiter l'autonomie physique des femmes, les droits reproductifs et compromettre l'égalité des personnes LGBTQIA+. Le gouvernement d'extrême droite de Meloni, en Italie, est devenu un exemple notable de cette tendance.

En 2023, le gouvernement a ordonné l'arrêt de l'enregistrement des enfants nés de couples de même sexe. Début 2024, le Sénat a approuvé un amendement autorisant les groupes anti-avortement à participer aux services de conseil en matière d'avortement et aux centres de planning familial. En Irlande, un programme de FIV financé par l'État a exclu les couples de même sexe, les célibataires et les couples hétérosexuels ayant besoin d'ovules ou de sperme de donneurs et donneuses, marginalisant ainsi ceux et celles qui ne font pas partie des structures familiales traditionnelles.

En France, l'appel au « réarmement démographique » lancé par le président Macron marque une évolution vers des politiques pro-natales susceptibles de donner la priorité à la croissance démographique plutôt qu'à l'autonomie en matière de procréation. En dehors de l'Europe, le président turc Erdoğan a exprimé de la même manière ses préoccupations concernant la baisse des taux de natalité et a suggéré des mesures à venir qui pourraient entraver davantage les choix et l'autonomie des femmes en matière de santé reproductive.







La région est témoin d'une augmentation troublante de la violence à l'encontre des femmes qui défendent les droits humains, avec des cas survenus dans de nombreux pays comme l'Algérie, la Tunisie et au-delà (notamment en France, en Jordanie et au Maroc, comme indiqué dans d'autres parties de ce document).

En Algérie, les autorités ont arrêté deux journalistes qui couvraient les manifestations de femmes entrepreneuses dénonçant les abus gouvernementaux, illustrant ainsi la répression croissante de la liberté d'expression. L'arrestation de Djamila Ben Touis pour terrorisme souligne l'escalade de la répression contre la dissidence, en particulier contre celles et ceux qui soutiennent les mouvements démocratiques pacifiques.

En Tunisie, sous le régime autoritaire du président Kais Saied, la persécution des défenseuses des droits humains et des féministes s'est intensifiée. Les arrestations ont touché des personnalités politiques (Abir Moussi), des journalistes telles que Chadha Haj M'barek, des avocates et chroniqueuses telles que Sonia Dahmani, des défenseuses des droits des personnes migrantes (Saadia Mosbah et Shérifa Riahi). D'autres sont poursuivies pour atteinte à la sûreté de l'Etat (Bochra Bel Haj H'mida, en exil et Chaima Issa arrêtée puis relâchée) ou pour délit d'opinion dont les avocates (Dalila M'saddek et Islam hamza).

La violence politique, policière et civile organisée à l'encontre des communautés LGBTQIA+ est une autre tendance constante des backlashes anti-genre dans la région euro-méditerranéenne.

En Espagne, et plus particulièrement à Madrid, de récents changements législatifs ont considérablement affaibli les protections des personnes transgenres, faisant de la discrimination et des agressions mineures basées sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle des délits non punissables. Ces changements compromettent également le cadre juridique pour les personnes transgenres et intersexuées, en particulier dans l'éducation et l'administration publique. Au Liban et au Maroc, des groupes religieux extrémistes ont également incité ouvertement à la violence contre les communautés LGBTQIA+. Des organisations de défense des droits humains rapportent des menaces, des arrestations et des campagnes de diffamation orchestrées par l'État pour réduire les activistes au silence. En Turquie, le paysage politique à l'approche des élections de 2024 est de plus en plus défavorable, avec des pétitions et des projets de loi visant à criminaliser les organisations LGBTQIA+ et leurs activités.

En Égypte, des études juridiques ont montré comment les autorités persécutent systématiquement les personnes LGBTQIA+ sous le couvert de la morale, affaiblissant ainsi les protections constitutionnelles et les droits à une procédure régulière. En août 2023, la nouvelle loi jordanienne sur la cybercriminalité a introduit des dispositions vagues qui mettent en danger les personnes LGBTQIA+ en menaçant les droits à la liberté d'expression et à la vie privée. La loi pénalise les contenus jugés « pornographiques » ou qui « incitent à l'immoralité », ciblant potentiellement les contenus numériques liés au genre et à la sexualité, et mettant en danger ceux et celles qui défendent les droits des personnes LGBTQIA+.



En 2023 et 2024, la France a continué à appliquer sa notion longtemps controversée de « laïcité » par le biais de politiques ciblant notamment les manifestations visibles de la religion musulmane. Le gouvernement français a interdit le port du voile dans les compétitions sportives et, en 2024, a étendu cette restriction aux abayas dans les écoles (une longue robe traditionnelle portée par une minorité d'élèves musulmanes). Ces mesures ont injustement ciblé les femmes musulmanes et porté atteinte aux libertés individuelles, exacerbant l'islamophobie dans le pays.



Le fémonationalisme fait référence à l'utilisation du discours féministe pour justifier des discours, des actions ou des politiques xénophobes ou racistes, en particulier à l'égard des hommes immigrés. Ce concept met en évidence la manière dont certains groupes utilisent la défense des droits des femmes comme prétexte pour renforcer les discours ou les mesures anti-immigration et sécuritaires, en suggérant que les hommes migrants représentent une menace pour les femmes locales.

Cette tendance s'aligne sur une vague plus large de fémonationalisme qui déferle sur l'Europe, où la rhétorique des droits des femmes est de plus en plus utilisée pour justifier des politiques anti-immigration et islamophobes. En Italie, par exemple, le gouvernement d'extrême droite, dirigé par Giorgia Meloni a mis en œuvre des mesures visant à freiner l'immigration tout en présentant ces actions comme des protections pour les femmes et les familles italiennes. Meloni a ouvertement critiqué les pratiques associées à la culture islamique, les associant à l'oppression des femmes, et a cherché à restreindre les droits des personnes migrantes et des demandeuses et demandeurs d'asile au nom de la protection des droits des femmes italiennes.

De même, au Danemark et en Suède, la montée des partis d'extrême droite ces dernières années a conduit à des propositions visant à limiter le port du hijab et d'autres symboles religieux dans les espaces publics, en invoquant la nécessité de « protéger » la liberté et l'autonomie des femmes d'une oppression patriarcale perçue<sup>1</sup>. Ce type de formulation néglige souvent les réalités intersectionnelles des personnes concernées, en particulier les femmes musulmanes, qui évoluent dans un paysage complexe de discrimination et d'exclusion. Le débat actuel sur la laïcité en France reflète donc de profondes divisions sociétales à travers l'Europe et souligne le besoin urgent d'une approche plus inclusive de la diversité religieuse dans la vie publique - une approche qui donne véritablement la priorité aux droits et aux libertés de toutes les femmes, quelle que soit leur origine.

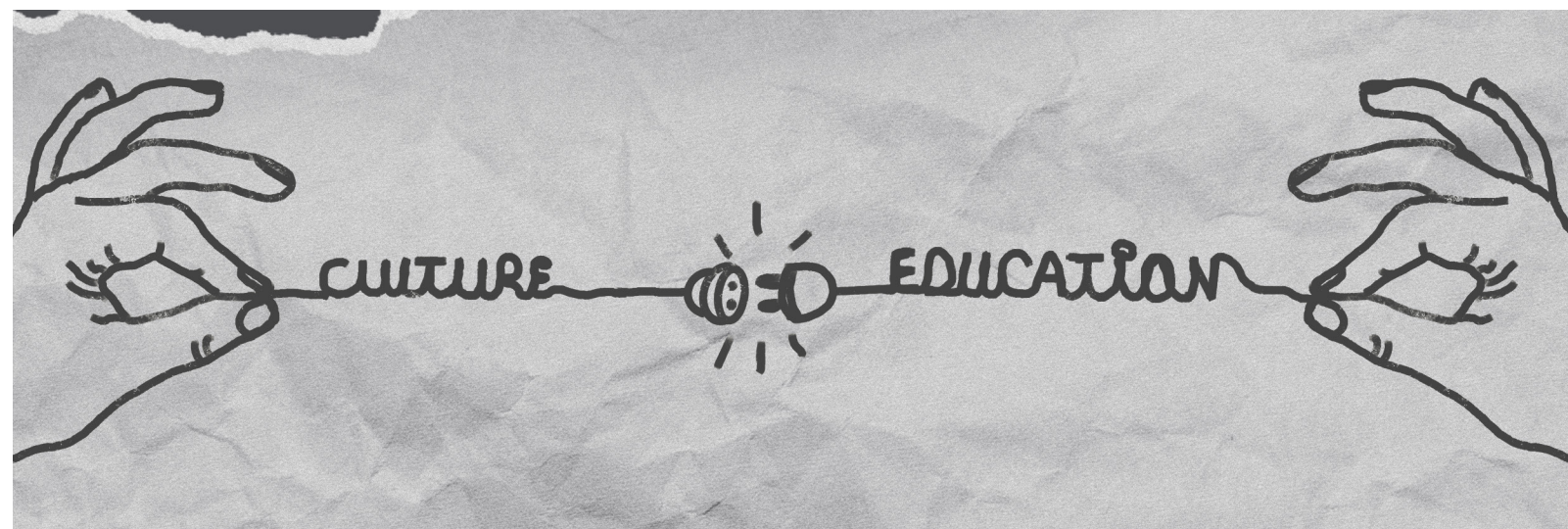
1. Frisk, S., & Gillette, M. B. (2019). Sweden's Burka Ban: Policy Proposals, Problematisations, and the Production of Swedishness. NORA - Nordic Journal of Feminist and Gender Research, 27(4), 271–284. <https://doi.org/10.1080/08038740.2019.1668847>; The Local. 2018. «Danish parliament passes ban on burqa and niqab». See: <https://www.thelocal.dk/20180531/danish-parliament-passes-ban-on-burqa-and-niqab>

Les gouvernements et les organisations de défense des droits étendent de plus en plus leur emprise sur les contenus socioculturels et éducatifs pour résister aux progrès en matière d'égalité de genre et de droits des personnes LGBTQIA+. Ce backlash se manifeste par une rhétorique mondiale qui divise et exploite les peurs liées à la diversité sexuelle et de genre. En France, la décision du Sénat d'interdire le langage intégrant le genre, soutenue par l'appel du président Macron à résister aux « tendances du moment », met en évidence une résistance aux changements progressistes.

En Italie, le retrait par le ministère de l'éducation de la nomination d'Anna Paola Concia, défenseuse des droits des personnes LGBTQIA+, à la suite de pressions exercées par des factions conservatrices, reflète une volonté plus large de faire reculer l'éducation inclusive. Au Maroc, le gouvernement a pris des mesures pour empêcher les établissements d'enseignement étrangers d'aborder la question de l'homosexualité, ce qui témoigne d'une volonté plus large de supprimer les contenus non hétéronormatifs. Dans le même ordre d'idées, la Turquie a introduit des cours scolaires visant à promouvoir les valeurs familiales dites traditionnelles.

Dans le domaine du divertissement, le film « Barbie » a fait l'objet de demandes d'interdiction au Liban et en Algérie, les autorités estimant qu'il contredit les valeurs morales et religieuses en faisant la promotion de l'homosexualité et des changements de genre. Parallèlement, la Turquie a intensifié sa censure des contenus qui remettent en cause les normes traditionnelles, en imposant des amendes aux services de streaming et en annulant des événements liés aux questions LGBTQIA+. En France, la défense controversée par le président Macron de l'acteur Gérard Depardieu, accusé d'agression sexuelle et de harcèlement, reflète une résistance véhémente à l'obligation de rendre des comptes lorsqu'il s'agit d'icônes culturelles.

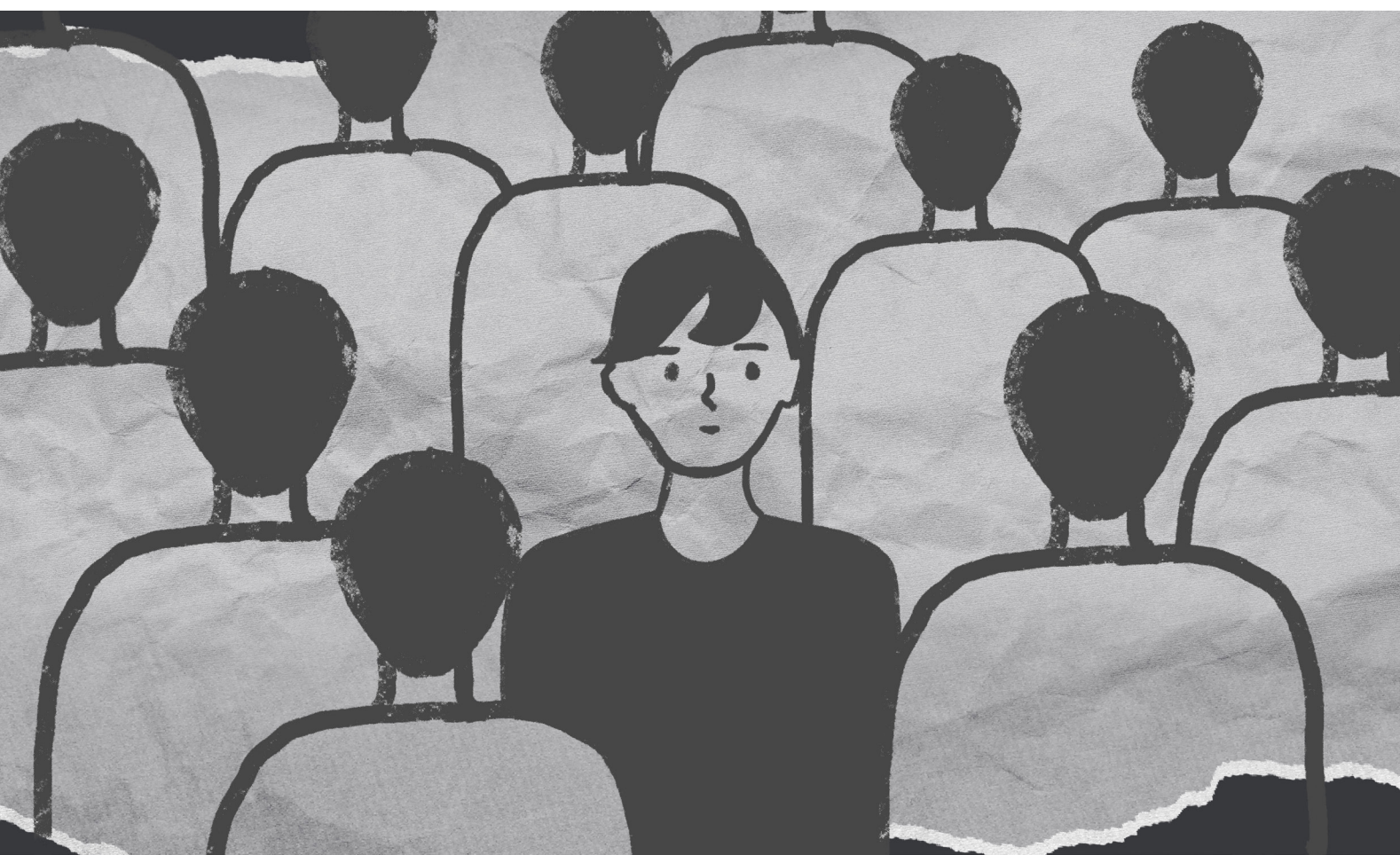
Cet effort généralisé pour contrôler les récits éducatifs et culturels souligne une tentative déterminée d'inverser les avancées en matière d'égalité de genre et de renforcer les structures sociales conservatrices.





Une tendance observée dans le suivi des backlashes anti-genre dans des régions telles que la Palestine (voir ci-dessus la tendance n.6) et la Syrie, a été la difficulté d'identifier les abus de genre des forces de sécurité dans les zones de conflit ou les territoires contestés. Alors que dans ces contextes, les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+ sont confrontées à des risques accrus de violence, y compris sexuelle, les restrictions à la liberté d'expression et l'accès limité à l'information rendent difficile la documentation de ces abus. Si certains cas, comme l'agression de la militante sahraouie Sultana Khaya par les forces de sécurité marocaines, attirent l'attention, d'autres incidents de ce type ne seraient probablement pas signalés.

En Syrie, la couverture médiatique des atteintes à l'égalité de genre est rare et entravée par le contrôle exercé par l'État. Des enquêtes approfondies révèlent que 74 % des personnes ayant un besoin urgent d'aide nutritionnelle sont des femmes et des filles, et que les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement vulnérables. Les rapports indiquent également que les militantes et les femmes associées à des militants sont fréquemment détenues et soumises à des violences sexuelles dans des sites de détention improvisés, où elles subissent des violences sexuelles et des tortures.



Cette section présente des recommandations pour poursuivre les efforts de suivi, de recherche et de plaidoyer afin de répondre à certaines des tendances multidimensionnelles des backlashes anti-genre identifiées ci-dessus.

## **Cartographier et soutenir les stratégies de résistance**

Compléter la cartographie des backlashes anti-genre en surveillant et en documentant les stratégies de résistance employées par les mouvements de défense des droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ dans l'ensemble de la région. En reliant les luttes, les idées et l'apprentissage dans les différentes régions, EuroMed Droits peut améliorer la compréhension de la façon dont les mouvements féministes innovent et s'adaptent à l'intensification des backlashes anti-genre. Cela peut contribuer à créer des alliances solides entre les défenseuses des droits humains et les groupes LGBTQIA+ dans toute la région.

## **Analyse approfondie de la politique étrangère et des flux de financement en relation avec les backlashes anti- genre**

Pour contrer efficacement le déclin mondial des droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, il est essentiel d'examiner comment les politiques étrangères des institutions européennes et des États membres peuvent être mises à profit à cette fin. Une collaboration stratégique avec les organisations de femmes et les groupes féministes pour documenter l'impact genré des mouvements européens d'extrême droite dans les contextes de politique intérieure et étrangère serait particulièrement bénéfique. Étant donné que les backlashes anti-genre sont largement alimentés par des financements internationaux - dépassant de loin le soutien financier dont disposent les mouvements progressistes -, il est nécessaire de mener des recherches plus approfondies sur les flux de financement non examinés qui sous-tendent ces mouvements anti-droits. Il est inquiétant de constater que certaines organisations promouvant des récits anti-LGBTQIA+ en Afrique reçoivent des fonds de donateurs bilatéraux du Nord, dont les politiques soutiennent ostensiblement les droits des personnes LGBTQIA+, ce qui met en évidence une déconnexion critique et le besoin urgent d'une recherche plus rigoureuse sur ces sources de financement dans la région euro-méditerranéenne.

## **Amplifier les voix et protéger les femmes défenseuses des droits humains**

Développer des plateformes et des espaces sûrs pour que les femmes défenseuses des droits humains puissent partager leurs expériences et leurs luttes. Amplifier leurs voix à l'échelle internationale, en veillant à ce qu'elles reçoivent une visibilité et un soutien, en particulier celles qui sont confrontées à la violence et à la persécution sous des États autoritaires.



**Répondre aux violences de genre et aux backlashes dans les zones de conflit**

Fournir potentiellement un soutien financier et juridique aux défenseuses des droits humains dans les pays où l'espace civique se rétrécit, ou aux structures de soutien qui le font.

**S'engager dans le plaidoyer en alertant de manière proactive sur les backlashes anti-genre**

Plaider contre la violence sexiste perpétrée par des organismes étatiques et non étatiques dans les zones de conflit et les territoires occupés ou contestés tels que la Palestine et la Syrie, et sensibiliser à cette question. Soutenir et construire des alliances avec des féministes et des groupes féministes travaillant dans ces domaines, et dénoncer le fait que les femmes qui défendent ces causes sont prises pour cible - notamment les défenseuses des droits humains pro-palestiniennes censurées et prises pour cible dans toute la région.

**Recherche et contre-backlashes dans les espaces éducatifs**

Utiliser la carte des backlashes anti-genre comme outil stratégique pour alerter sur les politiques régressives en matière d'égalité des genres et pour les combattre. Mobiliser les principaux acteurs et actrices de la politique, des médias et de la société civile pour qu'ils et elles s'opposent collectivement aux mouvements de backlashes et exercent une pression ciblée sur leurs responsables. Développer un mécanisme d'alerte qui contribue à des interventions stratégiques coordonnées qui protègent les droits humains et font progresser l'égalité des genres. Simultanément, repositionner les perspectives féministes et les politiques de transformation au cœur des débats politiques dans la région euro-méditerranéenne.

Mener des recherches approfondies, ancrées dans la réalité locale, afin de découvrir comment les groupes anti-droits et les gouvernements remettent en cause l'éducation sexuelle complète et poussent à la dé-sécularisation des programmes scolaires. Utiliser ces recherches pour plaider en faveur de la protection du contenu relatif à l'égalité des genres dans les espaces académiques et pour résister aux efforts visant à faire reculer les progrès en matière d'éducation.

Faire pression pour l'inclusion d'une éducation sexuelle complète et d'études sur le genre dans les programmes scolaires de toute la région. Plaider contre la censure des médias et le contrôle des contenus socioculturels et éducatifs qui nuisent à l'égalité entre les hommes et les femmes. Promouvoir des récits inclusifs et diversifiés dans les médias et l'éducation afin de contrecarrer les politiques régressives.

**ACRONYMES**

**AKP :**  
Parti de la justice  
et du développement

**EU :**  
Union Européenne

**FIV :**  
Fécondation In Vitro

**LGBTQIA+ :**  
Lesbienne, Gay, Bisexuel·le,  
Transgenre, Queer, Intersexe,  
Asexuel·le / Aromantique, Plus les  
autres identités sexuelles et de genre





**Novembre  
2024**

EuroMed Rights Vestergade 16, 2e étage  
DK-1456 Copenhagen K Danemark  
Tél. +45 32 64 17 00  
[information@euromedrights.net](mailto:information@euromedrights.net)  
[www.euromedrights.org](http://www.euromedrights.org)

Titre de l'information :

**Key Learnings and Strategic Path for Navigating  
Anti-Gender Backlash in the Euro-Mediterranean  
Region (Principaux enseignements et voie stratégique  
pour contrer les backlashes anti-genre dans la région  
euro-méditerranéenne).**

Date de publication :

**Novembre 2024**

Langue originale :

**Anglais**